

**Appel à manifestation d'intérêt pour l'occupation du domaine public portuaire,
en vue de poursuivre une activité de cuisson de crevettes.**

AVIS DE PUBLICITE

SECTION I – DENOMINATION ET ADRESSE DE L'AUTORITE COMPETENTE :

Société d'Exploitation des Ports du Détroit (SEPD), 285 avenue du Mérite Maritime, 62100 Calais ;
Tél. : 03.21.46.29.00.

La SEPD est titulaire d'un contrat de délégation de service public portant sur le port de Boulogne-sur-Mer – Calais signé le 19 février 2015 avec la Région Haut-de-France.

SECTION II – OBJET DE LA PUBLICITE :

La société CRUSTAC, représentée par Monsieur Franck N'GUYEN, Président en exercice, a manifesté son intérêt auprès de la SEPD en vue d'occuper une dépendance du domaine public située sur le port de Boulogne-sur-Mer sur l'emprise parcellaire, identifiée parcelles 7 et 20 de l'ilot 9, cadastrées BH 258 et BH 218 d'une surface de 1 238 m².

Elle est implantée sur le port depuis de nombreuses années et exerce une activité de cuisson de crevettes. Son établissement principal est situé sur les parcelles 2-17-18-19 de l'ilot 9 et une extension est en cours de construction sur les parcelles 5 et 21 du même ilot.

Elle souhaite acquérir le bâtiment attenant appartenant à la société A16 FROID, situé sur les parcelles 7 et 20 de l'ilot 9 afin de poursuivre l'activité d'entrepôt frigorifique dans un premier temps, en attendant d'y développer son site de Boulogne-sur-Mer et créer à terme 20 emplois.

Après acquisition de ce bâtiment, la société CRUSTAC procèdera à des investissements, pour un montant estimé total à 2 000 000 € HT, dont 1 500 000 € HT portant sur la rénovation des bureaux et la transformation de la chambre froide.

Elle a sollicité à cet effet une autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels d'une durée de 10 ans justifiée par l'amortissement comptable des investissements projetés sur la même période.

Par le présent avis de publicité, portant « appel à manifestation d'intérêt », la SEPD entend s'assurer de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente portant sur la parcelle susvisée, et relative à la délivrance du titre projeté, par application de l'article L. 2122--1-4 du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) dans sa rédaction issue de l'Ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques.

SECTION III – CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PROJETEE :

1) AOT

- Objet de l'autorisation : autorisation conventionnelle d'occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels sur une emprise pour une emprise globale de 1 238 m² formant les parcelles 7 et 20 de l'ilot 9, sur laquelle est implanté le bâtiment.

- Durée de l'autorisation : 10 ans justifiée par un amortissement comptable de la même durée des investissements liés au contrat.

- Montant prévisionnel de la redevance annuelle : EUR 5 154.81 € hors taxe, conformément au barème des tarifs publics en vigueur au 1er janvier 2022.

- Montant prévisionnel des investissements envisagés 2 000 000 € HT dont 1 500 000 € HT portant sur pour l'immobilier : rénovation des bureaux et transformation de la chambre froide, étant ici entendu que les droits réels ne s'appliquent qu'à l'immobilier.

- Octroi de droits réels : oui.

- Lieu d'exécution : Boulogne-sur-Mer

- Date prévisionnelle de signature de l'autorisation : 1^{er} août 2022.

SECTION IV - MODALITES DE REPONSE AU PRESENT AVIS :

· Coordonnées de l'autorité compétente pour, le cas échéant, recevoir la manifestation d'intérêt

et toute demande relative au présent avis : Société d'exploitation des ports du détroit (SEPD),

285 avenue du Mérite Maritime, 62100 Calais. Tél. : 03.21.46.29.00.

· Date limite pour manifester son intérêt : **04/07/2022**

SECTION V - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

· la société CRUSTA C représentée par Monsieur Franck N'GUYEN, actuel Président de la Société par Actions Simplifiée, dont le siège est à L'ISLE JOURDAIN (32600), ZI Buconis – Route de Toulouse, immatriculée sous le n° de SIREN 450 351 788 au greffe du Tribunal de AUCH (32000).

· Date de publication du présent avis : 17/06/2022